

# Lutte de classe

## Front de gauche ou Parti ouvrier indépendant ?

Pour commencer, l'extrait d'un article de l'agence Reuters du 10 juillet 2009.

« Le fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, oppose une fin de non recevoir à la proposition du Parti socialiste de réfléchir à un projet commun en vue des élections régionales de 2010.

Dans une interview à paraître dans le *Journal du dimanche*, l'ancien dirigeant socialiste estime que le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, joue un "*double jeu*" pour étouffer les autres partis de gauche sans s'opposer frontalement à Nicolas Sarkozy ni proposer une véritable alternative.

*"La droite va continuer à gagner tant que les socialistes n'auront pas rompu avec elle : physiquement, en Europe, et programmatiquement en France"*, estime-t-il.

*"En attendant, je n'ai pas d'autre solution que de continuer à forger le Front de gauche. Une entente qui s'élargit, qui seule permettra de renverser le rapport de force, en passant devant le PS"*, a-t-il ajouté après avoir remporté avec le PG 6,05 des voix aux élections européennes du 7 juin dernier.

*"Nous travaillons aux listes des régionales avec le PC, le NPA et les alternatifs. Nous n'avons pas d'autre choix pour échapper à l'étouffement de la gauche que tente Martine Aubry."* »

Que Mélenchon refuse une alliance programmatique avec le PS en vue des élections régionales n'a rien d'extraordinaire. Le PG s'est notamment associé au PS depuis le début de l'année à plusieurs appels dont la ligne politique était dictée par les dirigeants syndicaux, et dont la principale fonction était d'empêcher toute issue politique à la mobilisation des masses.

Le seul intérêt que l'on trouvera dans la démarche du PG et ses alliés du Front de gauche, c'est qu'elle affaiblit davantage le PS, donc le gouvernement qui s'appuie sur lui pour appliquer ses contre-réformes.

Dès lors, il serait normal de se poser une question stratégique importante : pourquoi tous les partis ouvriers ne s'associeraient-ils dans ce Front de gauche ?

Avant de répondre à cette question, il faudrait en poser une autre du même ordre : pourquoi tous les partis du Front de gauche refusent-ils de s'associer à l'initiative du POI pour l'interdiction des licenciements ?

La question pourrait se réduire à savoir qu'est-ce qui différencie fondamentalement le Front de gauche du POI, mais elle risquerait de nous faire passer à côté de l'essentiel et de nous induire en erreur, car ni l'un ni l'autre ne propose d'issue politique aux masses laborieuses et n'entend engager le combat pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République, la perspective politique d'une Assemblée constituante n'étant qu'un énième obstacle dressé contre la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour préserver le régime au lieu de l'abattre, comme on peut le constater dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Le point commun entre le Front de gauche et le POI, c'est qu'ils prétendent qu'il serait possible de procéder à des réformes sociales sans avoir renversé au préalable les institutions de la Ve République, sans avoir détruit de fond en comble l'Etat capitaliste, tandis que le PS a dû abandonner toute perspective de réformes sociales en s'identifiant complètement au capitalisme tout en liant son destin à sa décomposition. Disons-le au passage, le PS a ainsi dévoilé sa véritable nature sociale à ceux qui ne le savaient pas encore.

Maintenant, nous savons pertinemment qu'aucun parti du Front de gauche n'entend rompre avec le capitalisme, ce qui est également le cas d'une large fraction du POI.

On doit examiner comment fonctionnent les institutions et quelles sont les relations entre les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière et la classe ouvrière elle-même.

Sarkozy et son gouvernement disposent d'une majorité (absolue) stable au sein des institutions, l'UMP n'a pas besoin du soutien du PS pour voter ses lois scélérates à l'Assemblée nationale. Le rôle principal du PS (depuis sa naissance) est de remplacer le parti officiel de la bourgeoisie au pouvoir, l'UMP en l'occurrence, de gérer la société pour le compte des capitalistes lorsque la bourgeoisie n'a pas les moyens politiques d'imposer son propre parti à la tête de l'Etat. Et quand le parti officiel de la bourgeoisie est au pouvoir et dispose de la majorité absolue pour gouverner, le rôle du PS se réduit à dénoncer dans des termes contradictoires la politique du gouvernement, pendant qu'il le soutient pratiquement en refusant de s'associer à toute initiative qui pourrait remettre en cause l'existence de ce gouvernement. Et s'il venait un jour à soutenir une initiative mettant en péril l'ordre établi, cela signifierait uniquement que le parti au pouvoir n'a plus les moyens d'appliquer lui-même sa politique réactionnaire et que le moment est venu pour le PS de prendre sa place pour faire la sale besogne. Bref, le PS est un parti fondamentalement contre-révolutionnaire.

Pour que l'UMP gouverne seul, il faut qu'il ait le soutien de la majorité de la petite-bourgeoisie, des couches supérieures du prolétariat, de l'aristocratie ouvrière, qu'il soit parvenu à tromper une fraction des masses arriérées sur le plan politique à l'aide d'un discours démagogique, de promesses trompeuses. S'il n'y parvient pas, c'est le PS qui récolte la mise et prend sa place aux commandes de l'Etat. C'est le scénario auquel nous avons assisté pendant plus d'un demi-siècle.

Avec la crise du capitalisme qui a été éclatée voici deux ans, le PS apparaît de plus en plus incapable de remplir son rôle de parti tampon entre le régime et les masses, il n'inspire plus la moindre illusion aux travailleurs dans la mesure où il est lié plus que jamais au régime, c'est sa véritable nature qui apparaît de plus en plus au grand jour, et en cas de chute du gouvernement, rien ne dit désormais qu'il pourrait contenir une mobilisation révolutionnaire des masses dirigée contre les institutions.

Le PG a le même fond de commerce que le PS, c'est un parti électoraliste, Mélenchon le dit lui-même en disant que la révolution se fera par les urnes, donc pas par la rue ou une véritable révolution socialiste, le PG ne s'est pas constitué sur le refus du PS de remettre en cause les institutions, mais sur son refus de prétendre que des réformes seraient encore possibles dans le cadre de la Ve République. Le PG est ainsi un parti réformiste s'inscrivant dans la lignée de Bernstein et consorts.

Attention camarades de ne pas se laisser berner par les apparences, le PG tout comme le POI prétendent qu'ils militent pour l'abolition de la Ve République, mais si vous leur posez la question de savoir ce qu'elle deviendrait au cas où leur Assemblée constituante verrait le jour, vous n'obtiendrez pas de réponses, ce qui est somme toute logique, puisqu'une telle assemblée ne pourrait voir le jour qu'avec le consentement de

l'appareil de l'Etat, les institutions existantes qui n'ont pas été abolies, autrement dit comme en Bolivie, l'activité de l'Assemblée constituante serait soumise au contrôle et à l'autorité supérieure des vieilles institutions réactionnaires, finalement aucun changement dans les rapports sociaux ne se produirait.

A la question de savoir pourquoi les institutions de la Ve République n'auraient pas été abolies, la réponse est simple, parce que seule une révolution socialiste pourrait les abolir et non un processus électoral. Partant du constat que les institutions déterminent la nature sociale de l'Etat, les institutions en vigueur au service de la classe des capitalistes ne pourraient être remplacées que par des institutions au service d'une autre classe, de la classe ouvrière, or une telle rupture est inimaginable sans que les classes possédantes ne mobilisent tous les moyens dont elles disposent pour conserver leurs privilèges, dont justement l'arsenal institutionnel qu'elles ont forgé pour défendre leurs intérêts...

Pour que le contraire se produise, il faudrait que ces partis aient engagés le combat pour détruire l'appareil de l'Etat capitaliste et que sur ses cendres l'Assemblée constituante voit le jour. Or ce n'est pas du tout la démarche que nous proposent ces partis, ils ont tous adopté la première méthode, à la bolivienne si vous voulez, ce qui dénote au passage une absence totale d'imagination de la part de leurs dirigeants plus prompts à faire les louanges de révolutions bourgeoises ou de révolutions prolétariennes ayant échoué que celles de la révolution russe de 1917.

Le coup d'Etat qui vient de se produire au Honduras devrait servir de leçon et d'avertissement à nos dangereux apprentis sorciers. Le président élu Manuel Zelaya a voulu convoquer une Assemblée constituante, la Cour suprême l'a destitué, jeté dehors du pays, et elle a nommé à sa place avec le soutien de l'armée Roberto Micheletti parce qu'il est sans doute mieux à même de défendre les intérêts de la bourgeoisie hondurienne en l'absence d'une importante mobilisation des masses avant le coup d'Etat, différence importante avec la Bolivie où la majorité de l'armée a témoigné sa neutralité au moment de l'arrivée au pouvoir de Morales, la Bolivie étant par ailleurs le pays le plus pauvre d'Amérique latine, ceci expliquant cela.

Morales n'a pas remis en cause le vieil appareil de l'Etat, son Assemblée constituante n'a que des pouvoirs limités, pour ne pas dire aucun, il a procédé à quelques nationalisations en les payant rubis sur l'ongle à leurs propriétaires, sa nouvelle constitution ne remet pas en cause les immenses domaines dont disposent une poignée de propriétaires terriens, bref, il n'a pas porté atteinte à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production et il respecte scrupuleusement les institutions de l'Etat bourgeois, tout au plus il a procédé à quelques réformes (retraite notamment) qui permettent à la majorité de la population durement exploitée de mieux vivre sous le joug du capitalisme.

Dès lors on comprend mieux pourquoi les classes dominantes et l'armée s'en accommodent, sachant qu'avant son arrivée au pouvoir la Bolivie connaissait une situation quasi insurrectionnelle, les classes exploiteuses y ont gagné au change à défaut de pouvoir gouverner directement, et encore puisque ce sont elles qui en réalité détiennent toujours le pouvoir à travers les institutions réactionnaires qui survivent. L'autre différence avec le Honduras qu'il faut signaler pour comprendre la différence d'attitude des classes dominantes et de l'armée, c'est le niveau d'organisation beaucoup plus élevé de la classe ouvrière et de la paysannerie en Bolivie...

Pour revenir à notre sujet, si l'on osait une comparaison, on pourrait dire que la situation en France est plus proche de celle de la Bolivie que celle au Honduras. En 36 en France, la bourgeoisie a laissé se constituer un gouvernement de front populaire du moment qu'il n'empiétait pas sur la propriété des moyens de

production, idem sous la IV<sup>e</sup> République qui a permis à l'Etat bourgeois de se renforcer et au capitalisme français de se reconstruire, alors qu'en Espagne le gouvernement de front populaire n'a pas tenu longtemps, débordé par la mobilisation révolutionnaire des masses en armes procédant à l'expropriation de capitalistes, ce qui a débouché immédiatement sur une féroce répression de l'armée commandée par Franco avant d'instaurer une dictature de fer pendant 40 ans.

Pourquoi évoquer ces événements, juste pour montrer ou prouver que temps que vous ne toucherez pas à la propriété privée des moyens de production, donc aux institutions en place, vous pourrez proposer et mettre en oeuvre tous les programmes politiques que vous voudrez, mais si vous décidez d'exproprier les capitalistes et d'avancer sur la voie du socialisme, les classes dominantes s'y opposeront les armes à la main, la guerre civile sera inévitable, la lutte pour le pouvoir se poursuivra jusqu'à la victoire d'un camp et l'écrasement de l'autre camp.

Ce serait se tromper lourdement que de prendre à la légère la différence qui existe entre exproprier les capitalistes en les indemnisant ou non, entre conserver ou non les vieilles institutions vermoulues du régime au côté d'une hypothétique Assemblée constituante, qui pour être véritablement constituante comme disait Lénine, devrait commencer par pouvoir constituer, c'est-à-dire qui serait souveraine pour pouvoir légiférer sans en référer à une autorité supérieure comme c'est le cas aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique latine.

L'expropriation des capitalistes sans rachat ni indemnités et la liquidation des vieilles institutions déterminent qu'un changement est intervenu dans la nature sociale de l'Etat, qu'il n'est plus au service de la même classe, que l'ancien régime est en passe d'appartenir au passé, qu'un réel pas en avant vers le socialisme a été effectué, reste à le concrétiser sur une échelle plus vaste, les Etats-Unis socialistes d'Europe pour ce qui nous concerne...

On aurait pu aborder la question de l'Assemblée constituante sous un autre angle. De savoir que l'Assemblée constituante serait le produit de la mobilisation des masses ne nous avance pas à grand chose, l'essentiel est de savoir dans quelle mesure elle procède bien des masses et pas seulement de quelques partis politiques (et syndicats) ne regroupant finalement qu'une infime minorité des masses ou certaines couches de celle-ci, autrement dit, qu'elle correspond ou non à une revendication politique de l'immense majorité des exploités, et si elle a vu le jour dans le cadre des institutions bourgeoises ou simultanément à leur destruction, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'aura évidemment pas les mêmes implications pour la suite du processus révolutionnaire en admettant que nous serions forcément en présence d'un tel processus, la question étant de savoir comment les masses posent précisément la question du pouvoir et quel est le degré de leur maturité politique sur cette question déterminante.

Je n'ai évidemment pas abordé cette question sous cet angle par hasard, mais parce que je sais que pour que le prolétariat prenne le pouvoir, il ne suffit pas que certaines couches de la classe ouvrière soient prêtes au combat, il faut absolument que l'ensemble de la classe se lance à l'assaut du pouvoir, c'est une des leçons essentielles de la révolution d'octobre que l'on devrait avoir à l'esprit avant d'aborder cette question.

Du même coup, la nature sociale des partis est également fonction de leur combat ou non pour l'expropriation des capitalistes sans indemnités et pour la liquidation des institutions capitalistes. Aucun changement fondamental de société ne pourra se produire si ces deux conditions ne sont pas remplies préalablement à la constitution de ne je sais quelle nouvelle institution politique qu'on l'appelle Assemblée constituante ou autre, ce serait se faire une grave illusion que de croire le contraire possible. Ce serait

encore se leurrer ou s'être laissé manipuler que de croire en Bolivie que ce serait le MAS et la COB qui auraient organisé les élections à l'Assemblée constituante, car c'est en réalité le vieil appareil de l'Etat bourgeois qui les a autorisées et organisées sous l'œil attentif de l'armée. Un organisme politique indépendant créé par les masses et pour les masses, tel par exemple un soviét, n'a pas la même signification et la même portée politique qu'un organisme créé avec la bénédiction et sous le contrôle de la réaction.

Pour revenir à la situation politique en France, l'affaiblissement du PS pourrait être perçu comme un affaiblissement de Sarkozy et son gouvernement, mais quand on observe ce qui s'est passé lors des élections européennes, on s'aperçoit qu'il y a une dispersion des voix qui se portaient traditionnellement sur le PS en faveur des Verts ou plus modestement du Modem, des partis qui soutiennent le régime, donc sur le plan politique, l'UMP se retrouve en position de force pour gouverner face (en réalité au côté) à plusieurs partis dont aucun ne peut l'inquiéter sur le plan électoral, encore moins dans la rue.

Le PG et le Front de gauche s'apprêtent à remplir la fonction que remplissaient autrefois le PS (ou la SFIO) et le PCF alliés à des partis bourgeois sans que cette condition soit absolument nécessaire, comme disait Trotsky dans *Leçons d'Espagne*, il suffit que l'ombre de la bourgeoisie soit présente au sein du gouvernement pour en déterminer la nature, donc sans qu'elle y participe physiquement, sinon les Verts remplaceraient avantageusement le Parti radical de gauche dans une sorte de front populaire avant l'heure.

Contrairement à ceux qui ont soutenu Mitterrand en 1981 et l'avènement d'un gouvernement de front populaire PS-PCF-PRG en prétendant que c'était la seule manière de pouvoir poser la question du pouvoir (j'en faisais partie !), en réalité ce fut une manière de la poser aussi futile qu'opportuniste comme la suite des événements allait le prouver une fois de plus, ce scénario entretenait l'illusion qu'il serait possible aux masses de trouver la voie de la révolution prolétarienne après les avoir livrées au front populaire, finalement ce passage de la lutte des classes en France a démontré l'incapacité dans laquelle se trouvait la classe ouvrière de trouver une issue politique une fois placée sous la coupe d'un tel gouvernement en l'absence d'un parti révolutionnaire.

Un rappel. En février 1917, non seulement le parti bolchevik refusera de rejoindre le gouvernement de front populaire auquel participeraient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, il ne se contentera pas d'appeler le gouvernement à se séparer des dix ministres capitalistes, il combattra ce gouvernement qu'il n'avait jamais appelé de ses vœux, différence essentielle avec ceux qui s'intitulent les héritiers de Trotsky et qui ont appelé à voter Mitterrand dès le premier tour en 1981. Le parti bolchevik a appelé les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à rompre avec la bourgeoisie, en ajoutant qu'il était prêt à les soutenir s'ils s'engageaient résolument dans cette voie, et que dans le cas contraire le parti bolchevik combattrait la politique du gouvernement jusqu'à sa chute et la prise du pouvoir par les masses, vous connaissez la suite.

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas avoir en permanence un pied dans chaque camp et prétendre qu'on défend les intérêts de la classe ouvrière, on vient de voir rapidement à quoi aboutissait infailliblement une telle attitude. Le front populaire se traduit par la division de la classe ouvrière, son désarmement théorique et politique et prépare le terrain à ses pires défaites.

Rappelons nos questions du début : faut-il ou non participer au Front de gauche et pourquoi tous les partis du Front de gauche rejettent l'initiative du POI d'organiser une marche unie sur Paris.

On vient d'avoir la réponse à notre première question, le front populaire n'est pas n'a jamais été et ne sera jamais le passage obligé à la mobilisation des masses pour poser directement la question du pouvoir et surtout pouvoir la résoudre favorablement. C'est seulement dans le bouillonnement de leurs activités révolutionnaires qu'elles se donneront les moyens de constituer leurs organes politiques indépendants pour résoudre la question du pouvoir politique. Le front populaire avec le fascisme sont les deux derniers remparts de l'Etat bourgeois écrivait Trotsky dans le Programme de transition, le front populaire ne peut donc pas être à la fois un instrument dont la classe pourrait se saisir pour mener son combat, la principale fonction du front populaire est de faire barrage à la révolution prolétarienne, le front populaire est l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses.

Pour répondre à notre seconde question, il suffit d'avoir à l'esprit que le Front de gauche a été créé dans une perspective purement électorale, la sulfureuse "révolution par les urnes" qui ne manquera pas de faire penser aux révolutions de palais qui ont eu lieu dans les anciens satellites de la bureaucratie du Kremlin, et qu'en dehors de déclarations communes sur des sujets d'actualité ou lors des journées d'action organisée par les dirigeants syndicaux, ce Front de gauche n'a nullement l'intention d'organiser la classe pour l'aider à se dresser contre le régime, il lorgne dorénavant vers les élections régionales de mars 2010, et à partir d'avril 2010 il aura comme seul objectif les élections présidentielles de 2012, c'est ce qui ressort clairement des déclarations des dirigeants des partis qui le composent.

On peut émettre des réserves sur l'initiative proposée par le POI, de la même manière qu'un militant peut trouver facilement tous les prétextes du monde pour finalement ne participer à aucune activité politique, et quand j'ai appelé les militants à participer aux comités d'unité initiés par le POI, c'est parce que je pensais qu'il était possible dans ce cadre de mener le combat politique contre le gouvernement et les institutions, à condition bien sûr de ne pas adhérer à l'orientation du POI dénuée de toute issue politique, mon idée étant de rencontrer des travailleurs et des militants et de mettre l'accent sur la nécessité de les aider à rompre avec le capitalisme puis avec les institutions...

L'interdiction des licenciements pour peu qu'on en ait la volonté permet de poser directement la question : qui décide de quoi dans la société, qui est le maître dans l'entreprise, celui qui travaille ou celui qui donne des ordres... Cette question permet d'aborder la question déterminante des fondements du capitalisme qui une fois résolue débouche sur la nécessité politique de passer au socialisme. Je ne prétends évidemment pas que le POI pose cette question de la sorte.

L'interdiction des licenciements remet en cause la propriété privée des moyens de production, le capitalisme, c'est pour cette raison que les partis du Front de gauche y sont opposés, c'est ce qu'affirme le POI et là il a parfaitement raison de le souligner.

Là où le POI ne va pas assez loin ou qu'il s'arrête en cours de route, c'est qu'il ne dit pas que pour parvenir à l'interdiction des licenciements il faut commencer par se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, liquider les institutions de la Ve République, briser par la voie révolutionnaire la machine de l'Etat pour pouvoir enfin avancer sur la voie du socialisme...

Ainsi, le POI laisse les travailleurs face à leurs propres illusions imaginer toutes sortes de scénarii, ce qui au bout du compte ne peut que les laisser perplexes, les décourager, les diviser, au-delà, cela ne peut profiter qu'au Front de gauche, particulièrement au PG et au NPA qui prétendent eux aussi combattre contre les licenciements, ce qui au bout du compte ne leur coûte rien, puisque comme au POI, ils ne proposent pas d'issue politique aux masses. Ils n'ont pas encore compris au POI, semble-t-il, que pour profiter des

retombés de l'intense activité que mènent leurs militants, il doit absolument inscrire l'interdiction des licenciements dans une perspective politique saisissable par les travailleurs les plus avancés au lieu de les laisser seuls face à une question politique sans réponse, l'Assemblée constituante ne pouvant pas sérieusement leur servir d'objectif.

La campagne du POI pour l'interdiction des licenciements n'est pas inutile, parce qu'elle permet aux travailleurs de mieux cerner la place et le rôle de chaque parti se réclamant de la classe ouvrière. Cependant, sans avancer d'issue politique, sans expliquer aux travailleurs quels objectifs politiques il faudra remplir au préalable pour aboutir à l'interdiction des licenciements, dans quelle situation seulement cette revendication pourra être satisfaite, il ne leur permet pas de comprendre les moyens qu'il faudra mettre en œuvre pour y parvenir ni à quoi ils serviront pour changer la société.

Le parti et les comités (soviets) sont indispensables à la classe ouvrière pour vaincre. Le POI ne le dit pas et ne peut pas le dire, par contre cela ne poserait aucun problème à un parti construit sur le modèle du parti de Lénine tirant ses enseignements de la révolution d'Octobre.

Le POI commet l'erreur de vouloir organiser la classe sans en avoir pas les moyens, de recourir une fois de plus au front unique sans le moindre discernement, et la réponse négative que lui ont adressée tous les partis montre à quel point la revendication de l'interdiction des licenciements a un contenu politique et qu'il est futile, voire ridicule de le cacher.

Connaissant par avance le contenu politique ou la portée de cette revendication, il était couru d'avance qu'aucun parti ne s'y associerait, alors pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et ne pas indiquer aux travailleurs la voie à suivre sur le plan politique, pourquoi le POI en est incapable, qu'est-ce qu'il aurait à y perdre, sans doute est-il lui-même en proie à ses propres contradictions, je vous laisse deviner lesquelles si vous ne les connaissez pas déjà.

La tactique du front unique ne peut être mise en œuvre sur un objectif aussi large que la remise en cause du capitalisme. Cette tactique a des vertus, à condition d'être utilisée à bon escient et au bon moment.

On aurait pu aborder un autre aspect de la situation en rapport avec ces partis, mais cela nous entraînerait trop loin, je pensais au rôle que tendent à remplir de plus en plus ces partis à la place des syndicats. Cela soulève de nombreuses questions bien au-delà des réponses habituelles du genre : il faut bien que quelqu'un fasse leur boulot. Justement : pourquoi ? En guise de réponse, on se contente généralement du constat qui consiste à observer que les dirigeants syndicaux pratiquent un syndicalisme de collaboration de classes, ce qui ne nous avance pas à grand chose. Pourquoi ? La crise du capitalisme oblige. Certes, mais cette réponse est incomplète, pourquoi peuvent-ils ouvertement mettre en œuvre cette politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière ? Quelle est véritablement la situation sociale dans ce pays ? Comment a-t-elle évolué au cours des dernières décennies, de quelle manière la société s'est-elle transformée durant cette période ? Etc., etc.

On aurait pu poser la même question en se demandant pourquoi ces partis tiennent-ils absolument à prendre la place du PS, alors qu'il a toujours joué un rôle détestable au cours de la lutte des classes ? Et quand ce n'est pas le cas, ils se tournent vers lui pour tenter de réaliser un front unique, ce qui est pour le moins grotesque. Si dans les années 80 on ne pouvait pas adhérer au PCUS (Parti communiste d'Union soviétique) sans ignorer son rôle abject au côté de l'impérialisme contre le prolétariat (mondial), il est

impossible aujourd'hui d'adhérer au PS sans ignorer qu'il est totalement inféodé au capitalisme. Et la poignée de travailleurs égarés qui adhèreraient à ces partis ne seraient que l'exception qui confirme la règle.

On a bien retenu la leçon que le parti devait se construire par en haut, mais ces dirigeants ont semble-t-il oublié ou négligé que le parti devait aussi et surtout se construire par en bas, que c'était seule la classe ouvrière qui pouvait inspirer l'orientation politique du parti et non la petite-bourgeoisie ou les intellectuels.

C'est à la petite-bourgeoisie et aux intellectuels d'adhérer au socialisme, ce n'est pas au parti d'adapter son orientation ou son programme en fonction de leur état d'esprit, pire, d'abandonner pour se faire des pans entiers et déterminants des enseignements du marxisme.

La discussion sur ces questions déterminantes n'est pas close loin de là, j'espère que ma modeste contribution servira à la faire avancer. Vous pouvez m'envoyer un courriel pour nous faire part des idées qu'elle aura suscitées ou toute question qui vous est venue à l'esprit en lisant cet article.